



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Amiens, le **25 FEV. 2015**

Service de Prévention des Risques Industriels

Division des Sites et Sols Pollués

Affaire suivie par : Claire ROLLIN

claire.rollin@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 22 82 92 81

Courriel : spri.dreal-picardie@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : CRo-SH/2015-124

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société SFPP à Balagny-sur-Thérain

REF. : Rapport de l'inspection des installations classées du 04 avril 2013
Arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2013

P.J. : Annexe 1 : projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure
Annexe 2 : lettre de suite envoyée à l'exploitant

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES A

M. LE PREFET DE L'OISE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de nos observations sur les dossiers transmis par l'exploitant et de proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.



Activités de la DREAL en matière de prévention des risques industriels, surveillance des centres de contrôles de véhicules et réceptions de véhicules à titre isolé, financement des politiques territoriales, gestion de la connaissance, registres des transports, hydrométrie, maîtrise d'ouvrage des routes nationales, appui à l'autorité environnementale, contrôle des transports terrestres, gestion des marchés PBPM, prélèvements et analyses hydrobiologiques

www.picardie.developpement-durable.gouv.fr

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-17h00
(16h00 le vendredi)
Tél. : 33 (0)3 44 10 54 00 – fax : 33 (0) 3 44 10 54 01
283 rue de Clermont
Z.A. de la Vatine
60000 Beauvais

1- CONTEXTE

Le présent rapport concerne la cessation d'activités du site Société Française des Papiers Peints (SFPP) à Balagny-sur-Thérain. L'entreprise SFPP exploitait sur ce site des installations soumises à autorisation pour la production de papiers peints.

2- RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT L'EXPLOITANT


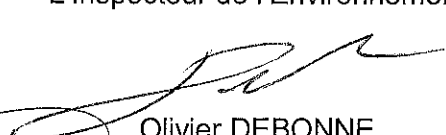
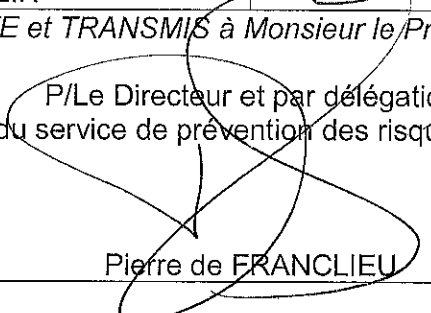
Exploitant : Société Française des Papiers Peints
Adresse de l'établissement : 5 rue du Général de Gaulle
60 250 BALAGNY SUR THERAIN

3- SYNTHESE DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE

Les activités étaient autorisées par arrêté préfectoral datant du 20/11/1989. Les premières activités sur ce site datent de 1867. Le 27/04/2006, l'exploitation a été mise en liquidation judiciaire. Le mandataire judiciaire représentant l'exploitant défaillant est la SCP-Perney (7 rue Carnot à Senlis). Le 26/07/2006, le liquidateur a informé le Préfet de l'arrêt des activités et transmis un dossier indiquant les mesures prévues pour la mise en sécurité du site. Le 09/12/2008, la SCP Perney a transmis à la Préfecture un mémoire justificatif de cessation d'activité, réalisé par la société CERDIS Environnement, incluant un diagnostic préliminaire de la qualité des sols. Les sols et eaux souterraines étant impactés au droit du site, un plan de gestion devrait être remis par l'exploitant. Ainsi, le 25/06/2013, un arrêté préfectoral complémentaire a prescrit à Maître Perney la réalisation et la remise d'un mémoire de réhabilitation du site. A la date du 3/02/2015, Maître Perney est toujours le représentant de la société SFPP.

CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2013, la société SFPP représentée par Maître Perney, devait remettre un mémoire de réhabilitation du site, qui précisait notamment les travaux et mesures de surveillance nécessaires. Ce mémoire devait être constitué conformément à l'article R.512-39-3, II du Code de l'Environnement. Le rapport demandé n'a pas été remis au Préfet de l'Oise. L'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le Préfet de signer un arrêté de mise en demeure avec un délai de 1 mois pour la remise du document. (annexe 1). L'exploitant a été informé de cette proposition par courrier en date du 4 février 2015 (annexe 2).

REDACTION L'Inspecteur de l'Environnement  Claire ROLLIN	VALIDATION L'Inspecteur de l'Environnement  Olivier DEBONNE
<i>ADOpte et TRANSMIS à Monsieur le Préfet de l'Oise</i> P/Le Directeur et par délégation Le Chef du service de prévention des risques industriels  Pierre de FRANCLIEU	

Annexe 1 : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

République Française

ARRÊTÉ N °xx du xx/xx/2015 portant mise en demeure Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Société SFPP, représentée par Maître Perney, à Balagny-sur-Thérain

LE PRÉFET DE L'OISE

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 25 juin 2013 prescrivant à Maître Perney, liquidateur judiciaire de la société SFPP à Balagny-sur-Thérain, la remise d'un mémoire de réhabilitation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du xx/2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du [précisez la date] ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que le mémoire de réhabilitation prescrit par l'arrêté du 25 juin 2013 n'a pas été remis à Monsieur le Préfet de l'Oise.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SFPP représentée par Maître Perney de respecter les prescriptions dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise

ARRETE

Article 1 - La société SFPP, pour son établissement situé 5 rue du Général de Gaulle à Balagny-sur-Thérain, représentée par Maître Perney, 7 rue Carnot à Senlis, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juin 2013 en remettant un mémoire de réhabilitation dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais

prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - le présent arrêté sera notifié à la société SFPP, représentée par Maître Perney, dont l'étude est située 7 rue Carnot à Senlis, et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Monsieur le Maire de la commune de Balagny-sur-Thérain
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Annexe 2 : lettre de suite à l'exploitant



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Amiens, le **25 FEV. 2015**

Service de Prévention des Risques Industriels
Division des Sites et Sols Pollués

Nos réf. : CRo/SH-2015-125

Affaire suivie par : Claire ROLLIN

claire.rollin@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 22 82 92 81

Courriel : spr@developpement-durable.gouv.fr

- Objet :** - Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
- Site SFPP à Balagny-sur-Thérain
- Remise d'un mémoire de réhabilitation

Maître,

Le 25 juin 2013, un arrêté préfectoral complémentaire prescrivait à la société SFPP à Balagny-sur-Thérain que vous représentez, la remise d'un mémoire de réhabilitation. Les prescriptions de cet arrêté préfectoral n'ayant pas été suivies, je vous informe que l'inspection des installations classées va proposer à Monsieur le Préfet de l'Oise un arrêté de mise en demeure.

En application de la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilités – défaillance des responsables, cette étape est préalable à l'intervention de l'ADEME en travaux d'office.

Conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement, vous trouverez ci-joint mon rapport. Vous pouvez faire part à Monsieur le Préfet de vos observations sur le rapport de l'inspection des installations classées, sous 15 jours. Dans ce cas, je vous remercie de me mettre en copie de votre courrier.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur de l'environnement
Claire ROLLIN

Maître Perney
7 rue Carnot
60 300 SENLIS

Activités de la DREAL en matière de prévention des risques industriels, surveillance des centres de contrôles de véhicules et réceptions de véhicules à titre isolé, financement des politiques territoriales, gestion de la connaissance, registres des transports, hydrométrie, maîtrise d'ouvrage des routes nationales, appui à l'autorité environnementale, contrôle des transports terrestres, gestion des marchés PBPM, prélèvements et analyses hydrobiologiques

